

La politique énergétique de la France mérite mieux

(par Luc Oursel, président du directoire d'Areva) - Le débat sur la politique énergétique devrait échapper à toute idéologie pour s'en tenir à la plus élémentaire rationalité. Réaction à l'accord électoral conclu par le Parti socialiste et les Verts, qui prévoit de ramener la part du nucléaire dans la production électrique de 75 à 50 % d'ici à 2025.



L'arrêt d'ici à 2025 de 24 des 58 réacteurs exploités en France, s'il devait intervenir, aurait de désastreuses conséquences économiques, sociales et environnementales. Les faits et les chiffres sont implacables. Plus de 70 milliards d'investissements supplémentaires devraient être consentis pour remplacer les installations nucléaires sabordées par une capacité de production équivalente en énergies renouvelables plus onéreuses et par des centrales à gaz. Il va de soi que la hausse inéluctable du prix de l'électricité serait un mauvais coup porté au pouvoir d'achat des ménages et à la compétitivité des entreprises. Favorisant les délocalisations, elle rendrait illusoire la volonté de maintenir une base industrielle forte sur le territoire français. Quant à la réintroduction de manière forcément significative d'énergies fossiles comme le gaz dans la production d'électricité, elle créerait une brèche dans l'indépendance énergétique de la France voulue par le général de Gaulle, préservée depuis lors avec intransigeance par l'ensemble des gouvernements qui se sont succédé. Sans compter l'envol des émissions de CO₂, que la France contient beaucoup mieux que les autres pays industrialisés, alors que les effets du dérèglement climatique ne relèvent pas d'un risque hypothétique mais d'une douloureuse réalité. Curieusement, le thème de l'environnement semble avoir disparu du débat.

Et que l'on ne vienne pas nous dire que les énergies renouvelables peuvent se substituer totalement au nucléaire. A moins de faire luire le soleil ou souffler le vent en permanence. En décidant d'abandonner le nucléaire, l'Allemagne ne s'oriente pas vers davantage de renouvelables, mais davantage de gaz importé de Russie.

Opposer nucléaire et renouvelables constitue, plus qu'une erreur, une tromperie. Ces deux sources doivent occuper toute la place qui leur revient dans un mix énergétique capable de satisfaire à la fois aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés.

Le leadership de la France dans le nucléaire civil est un atout qu'il nous faut conserver. La réduction de 75 % à 50 % de la part du nucléaire dans la production d'électricité causerait un préjudice majeur à Areva et à EDF comme à toute une filière composée de

PME fortement exportatrices. Affaiblir notre industrie dans ce domaine serait aussi affaiblir la voix de l'Autorité de sûreté nucléaire française, dont l'action en faveur de standards internationaux est d'autant plus efficace qu'elle fait figure de référence.

En tant que président d'Areva, numéro un mondial de son domaine, comment accepter une baisse de charge rapide de la fabrication de combustible MOX, qui, à un terme rapproché, entraînerait la fermeture de nos usines de la Hague et de Melox à Marcoule ? Leur reconversion envisagée est totalement irréaliste, la création d'une filière de démantèlement ne pouvant représenter globalement qu'environ 10 % des 45.000 emplois directs détruits. La filière qu'il est nécessaire de développer dans les renouvelables ne pourra pas compenser la différence. Ce qu'il faut, c'est garder les emplois du nucléaire et en créer de nouveaux dans les renouvelables. C'est notre choix chez Areva. Nous projetons ainsi de créer 1.000 emplois dans l'usine d'éoliennes que nous construirons au Havre, si nous sommes retenus dans l'appel d'offres qu'a lancé l'Etat dans le cadre de sa politique en faveur des renouvelables. A l'exportation, nous venons de remporter en Inde un gros contrat dans le domaine du solaire thermique. Cette technologie est différente de celle du photovoltaïque, pour lequel plus de la moitié des panneaux installés sur notre territoire sont importés d'usines asiatiques financées grâce au contribuable français.

C'est prêter à Areva un pouvoir qu'elle n'a pas ni ne revendique, celui d'interférer dans le jeu politique partisan. En revanche, en notre qualité d'acteur majeur de l'industrie énergétique française, j'entends que notre voix se fasse entendre avec toute la légitimité qui est la sienne dans le débat citoyen. En tout état de cause, la question ne peut être tranchée dans des négociations d'arrière-salle. La responsabilité de la politique énergétique appartient au gouvernement et au Parlement et à eux seuls.